

P. 6 Grand format
Un quartier prioritaire
reprend vie avec
La Banque Postale

P. 8 D'intérêt général
Les politiques de
solidarités locales face
au défi du vieillissement
de la population

P. 12 Traits d'union
La Poste Immobilier,
partenaire des territoires



postéo

NORMANDIE





Valérie Radix,
déléguée régionale du groupe La Poste
en Normandie

En tant que **déléguée régionale du groupe La Poste en Normandie, je tiens tout d'abord à saluer les équipes municipales nouvellement élues en mars dernier.** À travers le magazine *Postéo* que nous vous adressons aujourd'hui, la rédaction et moi-même ambitionnons de vous informer, dès le début et tout au long de votre mandat, sur l'actualité du groupe, les nouveaux services que nous développons, les solutions de financement, les différents formats de présence postale ainsi que les projets que nous menons ensemble dans les cinq départements normands.

Ce quadrimestriel s'inscrit dans un dispositif plus large, complété par des articles à retrouver sur le site officiel du groupe La Poste et dans notre newsletter mensuelle.

Les collectivités normandes sont aujourd'hui confrontées à des mutations profondes : transitions démographique et numérique, attentes accrues de proximité des services publics, exigences de sobriété foncière et énergétique. Face à ces enjeux, le groupe La Poste en Normandie réaffirme son rôle de partenaire de confiance des territoires, en mobilisant l'ensemble de ses expertises pour accompagner les politiques publiques locales et répondre aux besoins concrets des habitants, au plus près du terrain.

Ce nouveau numéro de *Postéo* Normandie en apporte des illustrations concrètes.

La double page « Grand format » revient sur la participation de La Banque Postale au financement d'un programme d'urbanisme d'envergure en Seine-Maritime, tandis que la rubrique « Traits d'union » met en lumière des initiatives liées à la cybersécurité, à l'immobilier responsable et à la prévention de la perte d'autonomie. Autant de projets qui traduisent une volonté constante : contribuer durablement à l'attractivité, à la cohésion sociale et à la qualité de vie sur l'ensemble des territoires normands, pour et avec les collectivités.

Bonne lecture.



postéo

NORMANDIE

Le cahier régional de *Postéo* est édité par la délégation régionale du groupe La Poste en Normandie. **Directrice de la publication :** Valérie Radix. **Directrice de la rédaction :** Madeleine Baillet. **Rédacteur en chef :** Fabrice Chavalard. **Rédactrices :** Aïda Beuve, Alice Royer. **Crédits photo :** Adobe Stock, Alice Royer, Gilles Havard. **Pages nationales – Directrice de la publication :** Marie-Aude Dubanchet. **Directrice de la rédaction :** Fabienne Rougeot. **Rédactrice en chef :** Aurélie Dehecq. **Crédits photo :** 11h45, médiathèque du groupe La Poste. Mentions légales La Poste. **Conception et réalisation :** HAVAS Paris. **Imprimerie :** Paragon. Imprimé en France. **Dépôt légal :** juin 2026. Ce document est imprimé sur du papier issu de sources responsables. Dans cette publication, le masculin est le plus souvent utilisé comme représentant des deux sexes sans discrimination à l'égard des femmes et des hommes, et dans le seul but d'alléger le texte. **Pour contacter la rédaction de *Postéo* :** Le groupe La Poste – Direction de la communication – CP B706 – 9, rue du Colonel-Pierre-Avia – 75757 Paris Cedex 15.



La version numérique de ce document est conforme aux normes pour l'accessibilité des contenus du Web, les WCAG 2.2, et certifié ISO 14289-1. Son ergonomie permet aux personnes handicapées moteurs de naviguer à travers ce PDF à l'aide de commandes clavier. Accessible aux personnes déficientes visuelles, il a été balisé de façon à être retranscrit vocalement par les lecteurs d'écran, dans son intégralité, et ce à partir de n'importe quel support informatique.



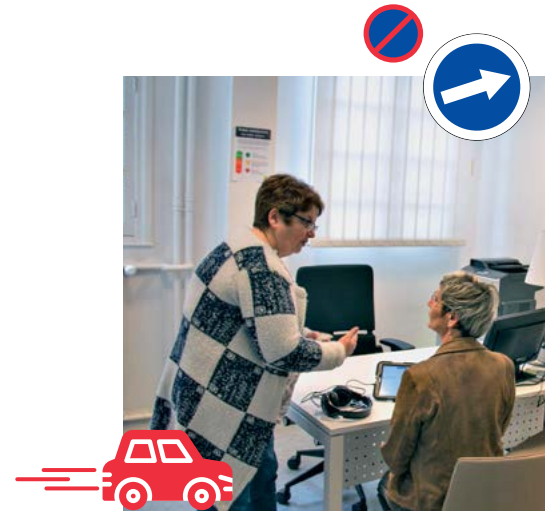
Version e-accessible par ipedis

NORMANDIE

Facteur de fierté

60746

candidats ont passé le Code
de la route dans les sites
postaux normands en 2025.



ACCESSIBILITÉ

Un nouveau centre d'examen à Caen

Depuis la fin du mois de juin, un nouveau site de passage du Code de la route (auto et moto) et du permis bateau a ouvert ses portes aux Rives de l'Orne, à Caen, dans le Calvados. Situé à proximité de la gare et du tramway, ce centre d'examen bénéficie d'un emplacement privilégié au cœur d'un quartier en fort développement. Le choix du lieu a été confié à La Poste Immobilier, la foncière du groupe La Poste. Géré par la plateforme courrier de Colombelles, le site des Rives de l'Orne est le 80^e établissement postal normand à accueillir le passage de l'examen théorique général (ETG). L'évaluation du Toeic (Test of English for International Communication) est également possible sur place.



POUR EN
SAVOIR PLUS
SCANNEZ
LE QR CODE
CI-CONTRE



MUTUALISATION

La Poste dans une maison multiservice

Mission locale, assistante sociale, conciliateur de justice, centre de développement pour l'habitat et l'aménagement des territoires, service des impôts, ADMR (aide à domicile en milieu rural) ou point info tourisme : l'ensemble de ces services seront regroupés dès septembre prochain au sein d'une maison multiservice à Picauville, dans la Manche. Créé à l'initiative de la municipalité, ce lieu de vie a été conçu pour accompagner la population dans la réalisation de démarches administratives. Une La Poste agence communale complètera l'offre. Ouvert en semaine ainsi que le samedi matin, ce nouveau point de contact permettra d'effectuer des opérations essentielles, telles que l'affranchissement du courrier, le retrait et l'expédition de colis et des transactions financières.

Chiffre clé

6

locaux postaux vacants en région Normandie disponibles à la réservation, dont 2 dans le département de l'Eure et 4 en Seine-Maritime.

Chiffre clé

70

agences Log'issimo en France, dont 3 en Normandie : à Colombelles, au Havre et à Saint-Étienne-du-Rouvray.



SERVICE

Des espaces utiles et accessibles

Dans le cadre de son engagement en faveur du développement économique local, La Poste en Normandie met certains de ses locaux vacants ou sous-occupés (comme à Yvetot) à la disposition de porteurs de projets, d'entrepreneurs, d'artisans et d'associations. Grâce à ce programme inédit, chacun peut réserver un bureau ou un local pour quelques heures, semaines ou mois à des tarifs inférieurs à la moyenne du marché. Les espaces disponibles sont rassemblés sur une plateforme en ligne dédiée et mise à jour régulièrement. Ce service est actuellement en expérimentation en Normandie et dans les Pays de la Loire. À terme, une généralisation est envisagée, sur tout le territoire national.



POUR EN SAVOIR PLUS
SCANNEZ
LE QR CODE
CI-CONTRE



LOGISTIQUE

Un nouveau site postal

La Poste a engagé la reconversion d'une ancienne friche industrielle située sur les hauteurs de La Glacière, à Cherbourg-en-Cotentin, dans la Manche. Les travaux ont débuté en mars dernier par la démolition des anciens bâtiments. Implantée sur un terrain de 15 000 m², la future plateforme, d'une surface de 4 000 m², sera dotée d'équipements capables de traiter jusqu'à 9 000 colis par jour, avec des quais adaptés aux caisses mobiles et un convoyeur colis. Elle intégrera également une agence Log'issimo⁽¹⁾ et disposera d'un espace dédié pour le passage des Codes auto, moto, bateau. La livraison du bâtiment, dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par La Poste Immobilier, filiale du groupe La Poste, est prévue pour le printemps 2027.

(1) Marque de logistique de proximité de La Poste.



ÉCOMOBILITÉ

L'agglo passe au vélo

La Communauté d'agglomération Mont-Saint-Michel-Normandie, dans la Manche, a fait l'acquisition en mars de trois vélos de facteur à assistance électrique et reconditionnés. Ces vélos ont été entièrement rénovés par des salariés en insertion professionnelle de Nouvelle Attitude, filiale du groupe La Poste. Cette initiative s'inscrit dans la volonté de la collectivité d'encourager les mobilités douces sur un territoire à la fois rural et fortement touristique. « L'objectif est de faire de nos collaborateurs de véritables ambassadeurs, explique Lucas Henry, chargé de mission mobilité au sein de l'intercommunalité. Ils auront un rôle de sensibilisation de leurs collègues en interne, mais aussi auprès de la population, en donnant l'exemple par l'utilisation de ce mode de locomotion. »



PROXIMITÉ

Des facteurs à l'ouvrage

Depuis mars dernier, la Communauté d'agglomération Lisieux Normandie, dans le Calvados, a mandaté Log'issimo, la marque du groupe de La Poste dédiée à la logistique de proximité, pour assurer des livraisons. Chaque mardi, des facteurs intègrent à leur tournée habituelle des échanges de livres entre la médiathèque André-Malraux de Lisieux et les bibliothèques de Livarot, Mézidon-Canon, Orbec et Saint-Pierre-en-Auge. La mutualisation des déplacements, majoritairement effectués en véhicules électriques, permet de limiter l'impact environnemental du service. Construit sur mesure pour répondre aux besoins de l'agglomération lexovienne, ce contrat est le premier du genre en Normandie.



POUR EN SAVOIR PLUS
SCANNEZ
LE QR CODE
CI-CONTRE

La Banque Postale accompagne la réhabilitation d'un quartier sensible

La commune de Cléon, en Seine-Maritime, a contracté un prêt social de 2 millions d'euros auprès de La Banque Postale. Ce financement responsable accompagne la réhabilitation d'un quartier classé quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) qui a été retenu dès 2014 parmi 200 lieux en France au titre du Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU). L'opération concerne le quartier des Arts et des Fleurs Feugrais, que la commune partage avec la ville voisine de Saint-Aubin-lès-Elbeuf. Le projet d'urbanisme inclut un groupe scolaire, un centre socioculturel et de nouveaux commerces de proximité. Intégré à un montage financier associant l'État, la Région, le Département et la métropole de Rouen, le crédit accordé par La Banque Postale est un prêt social. Créées en 2022, ces solutions de financement soutiennent les projets de cohésion sociale menés par les collectivités.

G.R.A.N.D F.O.R.M.A.T

« La gamme des prêts sociaux de La Banque Postale couvre cinq grandes catégories de projets : les services d'incendie et de secours, l'action sanitaire, sociale et familiale, l'enseignement et la formation professionnelle, le sport, la culture et la vie associative, ainsi que le développement et la cohésion territoriale. C'est précisément dans ce dernier cadre que s'inscrit le financement accordé à la commune de Cléon. Il accompagne la transformation d'un quartier sensible avec l'objectif clair de reconnecter le secteur et sa population au reste de la cité. Les prêts sociaux sont particulièrement vertueux. Ils sont refinancés par notre partenaire Sfil (Société de financement local), qui émet des obligations sociales ou soutenables respectant des critères exigeants en matière de développement durable et de normes sociales. »

Grégoire Lauret,
chargé d'affaires à la direction des clientèles locales de La Banque Postale en Normandie



« Ce projet urbain ambitieux bénéficie de l'accompagnement de collectivités et de l'État via l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (Anru). En 2025, la Ville de Cléon a lancé une consultation afin de compléter son plan de financement. La Caisse des Dépôts et La Banque Postale ont été retenues pour un montant total de 4,5 millions d'euros. Il s'agit de la première collaboration entre la commune et La Banque Postale, qui accompagne aujourd'hui de nombreux projets portés par les collectivités. Grâce aux échanges entre collègues et aux rencontres entre directeurs généraux des services de Métropole Rouen Normandie, la Ville a identifié cette banque comme un partenaire particulièrement bien positionné. La collectivité se félicite de cette collaboration : l'offre proposée s'est révélée attractive et parfaitement en adéquation avec les attentes des élus. »

Sébastien Guerdat,
responsable de la commande publique à la mairie de Cléon



30
millions d'euros,
c'est le coût global
estimé du programme
d'urbanisme de Cléon.

Vue du futur quartier des Arts
et Fleurs Feugrais, à Cléon.



Les politiques de solidarités locales face au défi du vieillissement de la population

Vieillesse de la population, isolement des personnes âgées, précarité sociale ou numérique... Selon l'Insee, 2,8 millions de personnes de plus de 60 ans devraient se trouver en perte d'autonomie en 2050, contre moins de 2 millions aujourd'hui. Face à cette réalité, les politiques de solidarités locales doivent être pensées dès maintenant et s'ancrer dans les réalités de chaque territoire.

Dès leur début de mandat, les élus sont confrontés à un défi : répondre aux problématiques de leurs administrés les plus fragiles dans un cadre budgétaire contraint. Pour cadrer leur action et construire une politique de solidarités locales efficiente, ils doivent disposer d'une connaissance fine de leur territoire. Encore faut-il pouvoir identifier les publics vulnérables, et se comparer à des villes similaires...

Cartographier les fragilités pour mieux décider

En début de mandat, la réalisation de l'analyse des besoins sociaux (ABS), une obligation légale pour les centres communaux d'action sociale (CCAS) des communes de plus de 1 500 habitants, apporte un premier éclairage. En agrégeant les données de l'Insee, de la CAF ou de la CPAM enrichies par près de 220 indicateurs cartographiés, l'outil de La Poste permet de croiser des données sociales, démographiques et territoriales afin de repérer les zones à risque d'isolement ou les publics les

plus fragiles. Parmi les 220 indicateurs, trois indicateurs sont exclusifs à La Poste : flux de mobilités résidentielles, risques de non-recours aux soins ou aux prestations sociales. Ainsi, le CCAS de Tergnier (Aisne) s'est appuyé sur La Poste pour réaliser son ABS afin de dresser un état des lieux social du territoire communal. L'objectif était d'identifier les besoins prioritaires des habitants et d'adapter les actions sociales aux réalités locales. À Allonnes (Sarthe), l'ABS a fourni le socle pour structurer deux projets phares du mandat – un pôle seniors et une résidence autonomie – en phase avec les besoins réels des habitants.

Anticiper le vieillissement et la perte d'autonomie

Pour répondre à l'enjeu du vieillissement de la population, les collectivités doivent passer d'une logique d'intervention à une logique de prévention. Résultat : des dispositifs de détection précoce des fragilités se déploient progressivement dans les territoires.

Le programme Icope, par exemple, conçu par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et déployé avec l'appui du groupe La Poste, permet de repérer les premiers signes de perte d'autonomie directement au domicile des personnes âgées, notamment celles éloignées des parcours de soins. Grâce à l'intervention de facteurs formés, ces évaluations contribuent à anticiper les situations de dépendance et à orienter les seniors vers des accompagnements adaptés. En Corrèze, 8 000 seniors ont été informés du dispositif par les facteurs, à domicile.

Préserver le lien social, au quotidien

Le maintien à domicile, souhaité par plus de 9 Français sur 10⁽¹⁾, suppose des services réguliers dans la durée, délivrés par des partenaires de confiance. Le portage de repas en est une illustration concrète : à Grandchamp-des-Fontaines (Loire-Atlantique), le CCAS a confié ce dispositif à La Poste. Observations, échanges, remontées d'alertes vers les services municipaux... Au-delà de la livraison, le facteur assure une veille sociale à chaque passage. En 2025, 12 millions de repas ont été livrés à domicile par les postiers, témoignant d'un besoin grandissant et d'une relation de confiance entre les collectivités et La Poste.

(1) Chiffre du ministère de la Santé, des Familles, de l'Autonomie et des Personnes handicapées.

À Auch, le patrimoine postal favorise le bien vieillir



Ouverte en décembre 2025, la résidence services seniors d'Auch illustre la manière dont le groupe La Poste accompagne les collectivités face au vieillissement de la population. Porté par La Poste Immobilier⁽¹⁾, le projet a transformé un bâtiment postal patrimonial du XVIII^e siècle, attenant à un bureau de poste, en 35 logements destinés à des seniors autonomes. Exploitée par Les Jardins d'Arcadie, la résidence propose des espaces communs, des services de proximité et l'accompagnement quotidien d'une « postière-régisseuse » chargée d'assurer accueil et lien social. Menée avec la Banque des Territoires et le groupe Acapace, l'opération contribue à la fois à la revitalisation du centre-ville et au maintien de l'autonomie des habitants âgés. Cinq résidences services seniors ont déjà été livrées par La Poste Immobilier en cœur de villes moyennes, au cours de ces quatre dernières années.

(1) Filiale du groupe La Poste.

Témoignage

« Nous avons à cœur de promouvoir, auprès des acteurs de terrain, des solutions utiles à la mise en œuvre d'actions sociales en adéquation avec les besoins des Essonnais. La Poste ne se contente pas de fournir des données statistiques : elle collecte des informations issues du terrain, à travers de véritables enquêtes menées auprès des habitants par les facteurs. »

Patrick Lafon,
Président de l'Union départementale des CCAS 91

Domiserve facilite l'action sociale des collectivités locales

Filiale de La Banque Postale dédiée aux services à la personne et premier émetteur du Cesu (Chèque emploi service universel), Domiserve accompagne les collectivités locales dans la mise en œuvre et le pilotage de leurs politiques sociales. Grâce au Cesu social, elle permet de sécuriser le versement d'aides comme l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) ou la prestation de compensation du handicap (PCH), en garantissant leur utilisation effective pour des services à domicile. En complément, ses solutions de télégestion facilitent le suivi des interventions au domicile des bénéficiaires, avec une facturation basée sur les prestations réellement réalisées. Cette approche offre aux collectivités une meilleure visibilité sur l'utilisation des aides, tout en simplifiant les démarches pour les bénéficiaires et les acteurs de terrain. À l'image de la Seine-Saint-Denis (4 000 bénéficiaires) ou de l'Ardèche (900 bénéficiaires) pour le versement du Cesu social, et de la Vienne (1 200 bénéficiaires) où s'ajoute également la télégestion, Domiserve accompagne aujourd'hui plus d'un tiers des Départements dans la gestion de leurs dispositifs d'action sociale.

RÉPONDRE AU DÉFI SOCIAL DU VIEILLISSEMENT ET DE LA VULNÉRABILITÉ

Face au vieillissement de la population et à la montée des précarités sociale et numérique, le groupe La Poste accompagne les collectivités dans leurs actions au service des personnes les plus vulnérables.

AGIR POUR LE MAINTIEN À DOMICILE DES PUBLICS ÂGÉS ET FRAGILES

12 millions

de repas distribués par les facteurs pour faciliter le maintien à domicile des personnes vulnérables

287 000

bénéficiaires des services d'accompagnement du groupe La Poste pour des publics âgés et fragiles

500 000

bénéficiaires du Cesu social pour le versement de l'APA⁽¹⁾ et de la PCH⁽²⁾ via Domiserve

AGIR POUR L'INCLUSION SOCIALE ET NUMÉRIQUE

1,7 million

de personnes accompagnées via des actions de médiation dans 665 bureaux situés en quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)

809 000

personnes détectées, accompagnées ou formées dans l'usage du numérique par le groupe La Poste

541 000

bénéficiaires de dispositifs d'inclusion bancaire de La Banque Postale ayant pu percevoir des prestations sociales



Plus de **85 000** chargés de clientèle et conseillers bancaires en bureau de poste, facteurs et livreurs, en relation avec les clients

(1) Allocation personnalisée d'autonomie.
(2) Prestation de compensation du handicap.
Source : groupe La Poste – données 2025.

Traits d'union

#dynamiser

Forte de son expérience dans la gestion du patrimoine bâti du groupe, La Poste Immobilier mobilise aussi son expertise pour accompagner les collectivités dans leurs projets de réhabilitation patrimoniale et la réalisation d'un projet immobilier.

P. 12

#connecter

Eure Normandie Numérique et Docaposte, filiale du groupe La Poste, ont conjugué leurs compétences pour fournir aux collectivités du département des outils efficaces contre la cybercriminalité.

P. 14

#accompagner

Prévention de la perte d'autonomie, repérage des fragilités, etc. En s'appuyant sur la proximité des facteurs, La Poste agit aux côtés des collectivités pour renforcer le bien vieillir à domicile.

P. 15

466

bâtiments gérés par La Poste Immobilier en Normandie pour un total de 240 000 m² à fin 2025.

27%

des entreprises normandes ont été victimes d'une ou de plusieurs cyberattaques.

Source : Observatoire de la cybersécurité de septembre 2024.

22%

des habitants normands sont âgés de 65 ans ou plus.

Source : recensement 2021.



#dynamiser

La Poste Immobilier, un partenaire engagé pour les territoires normands

Foncière du groupe La Poste, La Poste Immobilier accompagne la transformation des territoires, comme en Normandie, région où les enjeux de revitalisation, de mobilité, de transition énergétique et de préservation du patrimoine sont majeurs. Forte d'une expertise reconnue, elle met aussi son savoir-faire au service des collectivités et des entreprises.

Avec un parc immobilier dense et varié, constitué de bureaux, de surfaces commerciales, de sites logistiques et de bâtiments patrimoniaux, La Poste Immobilier contribue au maillage territorial essentiel au service public postal. Cette présence dans tous les départements normands – en ville comme en milieu rural – soutient l'activité locale et permet de répondre à des besoins d'aménagement de plus en plus diversifiés. La région est engagée dans une transition profonde : adaptation au changement climatique, sobriété foncière, modernisation des infrastructures, requalification des centres-bourgs. Autant de priorités auxquelles La Poste Immobilier apporte des réponses concrètes. La construction de la plateforme multflux de Colombelles, dans le Calvados,

illustre cette ambition : un bâtiment performant, conçu pour réduire l'empreinte carbone et améliorer la qualité de service. D'autres projets structurants sont en cours, comme à Cherbourg-en-Cotentin, Neufchâtel-en-Bray ou Vernon, participant à la modernisation logistique et à la dynamisation économique de la région. Cette expérience et ce savoir-faire sont aussi à la disposition des collectivités normandes à travers une offre complète : assistance à maîtrise d'ouvrage, gestion d'actifs, gestion locative, conduite de projets, reconversion ou requalification de bâtiments, accompagnement dans les démarches de décarbonation. Une expertise précieuse pour répondre à des enjeux locaux tels que la lutte contre la vacance immobilière, l'optimisation du foncier existant ou la transformation d'anciens sites en lieux de services ou d'activités. Grâce à sa double culture immobilière et postale, La Poste Immobilier se positionne ainsi comme un partenaire de confiance auprès des élus. Son action contribue à renforcer l'attractivité et la vitalité des territoires normands, en soutenant la qualité de vie de leurs habitants.

5,3 millions d'euros de travaux réalisés en 2025 par La Poste Immobilier sur le patrimoine bâti du groupe La Poste en Normandie.



« Depuis sa création, en 2005, La Poste Immobilier fait du patrimoine bâti un levier de développement, de création de valeur et un outil de dynamique urbaine, adapté aux besoins de ses clients et de ses partenaires. Nous avons développé une expertise conséquente en adaptant et transformant un parc immobilier étendu et diversifié. Lorsque nous intervenons sur un bâtiment, notre objectif premier est de répondre aux attentes des occupants. Nous agissons sur le plan thermique

tout en adaptant les constructions aux changements climatiques. Nous repensons les espaces intérieurs afin qu'ils correspondent aux usages contemporains, qu'ils soient attractifs, modulables et évolutifs. Ces compétences, qui ont été développées à l'origine pour les branches métiers du groupe La Poste, sont mises au service des collectivités et des entreprises. »

Karine Vaillant-Grimbert,
directrice régionale adjointe
Ouest La Poste Immobilier



POUR EN
SAVOIR PLUS
SCANNEZ
LE QR CODE
CI-CONTRE

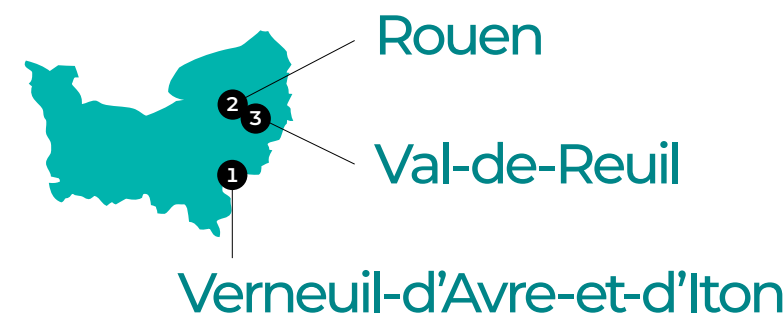


2

ROUEN (76)

La Poste Immobilier cède un restaurant d'entreprise

La Poste Immobilier a conclu une promesse de vente avec le groupe Citizen Foncière portant sur l'ancien restaurant interentreprises dans le quartier de la Maladrerie à Rouen. À l'instar de nombreux immeubles appartenant au groupe La Poste, ce bâtiment était jusqu'alors exploité par la foncière. La préservation du site a pesé dans les négociations. Le nouveau propriétaire s'est ainsi engagé à respecter l'intégrité architecturale de cet édifice emblématique, témoin de l'histoire du groupe La Poste et conforme à des standards RSE (responsabilité sociétale et environnementale). Citizen Foncière a déjà entamé la recherche de futurs occupants et se montre ouvert à plusieurs types de projets, tels que l'implantation d'une salle de sport, d'un cabinet médical ou d'activités tertiaires.



1

VERNEUIL-D'AVRE-ET-D'ITON (27)

Reconversion d'un ancien site postal

Depuis plusieurs années désormais, La Poste Immobilier travaille en étroite collaboration avec un bailleur social de l'Eure (Poste Habitat Normandie). Ainsi, après Étrépnay, Saint-Sébastien-de-Morsent et Broglie, le bailleur a fait l'acquisition d'un ancien site postal à Verneuil-d'Avre-et-d'Iton. Situé en plein centre-ville, ce bâtiment abritait des bureaux, un logement de fonction ainsi qu'un centre d'appels. Aujourd'hui, l'immeuble entame une seconde vie avec la création de cinq appartements et l'aménagement d'un atelier d'artiste, tout en maintenant le bureau de poste.



3

VAL-DE-REUIL (27)

Un site postal se dote d'une centrale solaire

La Poste Immobilier a piloté l'installation de panneaux photovoltaïques sur le site de la plateforme courrier de Val-de-Reuil, dans l'Eure. Cette centrale solaire, qui a nécessité le renforcement de la charpente, est opérationnelle depuis le mois de mai dernier. Ainsi, 70% de la toiture du bâtiment principal est recouverte par près de 1 500 panneaux photovoltaïques. L'énergie générée assure notamment la charge de véhicules électriques et permettra à la plateforme de fonctionner certains jours en autonomie. Le surplus éventuel sera revendu à EDF.



POUR EN
SAVOIR PLUS
SCANNEZ
LE QR CODE
CI-CONTRE

#connecter

Eure Normandie Numérique et Docaposte, duo gagnant contre les cyberattaques

Face à la montée des cybermenaces, les collectivités recherchent des solutions simples, accessibles et fiables. Grâce au partenariat entre Eure Normandie Numérique et Docaposte, filiale du groupe La Poste, de nombreux élus disposent désormais d'un accompagnement structuré pour protéger leurs systèmes d'information.

Depuis 2014, Eure Normandie Numérique accompagne le territoire dans sa transition digitale. Ce syndicat mixte, soutenu par la Région Normandie, le conseil départemental de l'Eure et les collectivités locales, renseigne, forme et oriente les acteurs publics vers des solutions adaptées à leurs besoins numériques. Dans le cadre d'un marché public lancé il y a un an par Eure Normandie Numérique, Docaposte a été retenue comme prestataire expert en matière de cybersécurité.

Depuis mars 2024, la filiale du groupe La Poste se positionne en tant que référent de la confiance numérique et propose son Pack Cyber. Ce bouquet de services offre aux collectivités et aux professionnels des solutions pour se prémunir des tentatives de piratage et protéger les données. « Ce pack permet de sécuriser à 360° son système d'information, précise Cindy Renault, chargée d'affaires chez Docaposte. L'offre couvre la formation des collaborateurs, la protection des postes de travail et des serveurs jusqu'à la remédiation en cas d'incidents. Nous adaptons nos propositions à la taille de la collectivité. Nous ne nous substituons pas à l'existant : nous le complétons. » Un an après le lancement du dispositif, les résultats sont significatifs. Une trentaine de communes du département ont déjà adopté le Pack Cyber de Docaposte par l'intermédiaire d'Eure Normandie Numérique, renforçant ainsi la résilience numérique du territoire.



« Eure Normandie Numérique accompagne les collectivités territoriales dans leurs nouveaux usages numériques. Nous menons un important travail d'information auprès des élus et des secrétaires de mairie pour les aider à comprendre les enjeux de cybersécurité. Dans la continuité de cette phase de sensibilisation, nous proposons une solution opérationnelle avec un partenaire de confiance. Docaposte s'est imposé naturellement : ses valeurs de proximité et de service public rejoignent les nôtres, et le Pack Cyber répond concrètement aux besoins de sécurisation des systèmes d'information et des données de nos communes adhérentes. Les collectivités apprécient aussi la simplicité des échanges avec un interlocuteur unique. »

Élise Brigand, directrice des usages numériques chez Eure Normandie Numérique



« Aujourd'hui, même les petites communes ne sont plus à l'abri de cyberattaques. C'est pourquoi, dès ma prise de fonction, j'ai contacté Eure Normandie Numérique. La présentation qui m'a été faite du Pack Cyber de Docaposte répondait pleinement à mes attentes. J'ai particulièrement apprécié la qualité d'écoute de nos interlocuteurs, leur capacité à proposer des solutions adaptées à nos besoins, sans chercher à nous vendre des services superflus. Même si nous sensibilisons les utilisateurs, il était indispensable de renforcer la sécurité. Et ce, pour deux raisons essentielles : d'une part, parce qu'une cyberattaque pourrait bloquer nos systèmes; d'autre part, parce qu'il en va de notre responsabilité vis-à-vis de la population en cas de fuite de données. »

Francine Bacher, maire de Marcilly-la-Campagne



#accompagner

Bien vieillir chez soi : l'Eure déploie Icope avec La Poste

Le Département de l'Eure a lancé un appel à projets remporté par la branche Santé & Autonomie du groupe La Poste pour déployer Icope (Integrated care for older people). Porté par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), ce programme vise à prévenir la perte d'autonomie des personnes de plus de 60 ans.

Le programme Icope s'articule autour d'un questionnaire portant notamment sur la nutrition, la mobilité et la cognition. Une fois recueillies, les données sont analysées afin de détecter d'éventuels signaux d'alerte et d'en informer un professionnel de santé référent. En septembre prochain, des postiers accompagnants formés en gérontologie iront

à la rencontre de seniors du département afin de leur présenter le programme et de les accompagner dans l'installation de l'application Icope. Les personnes volontaires pourront également participer à des formations à la prise en main de l'outil organisées dans des salles mises à disposition par les communes. Ces ateliers seront animés par des professionnels de santé engagés aux côtés des postiers. Pour les personnes éligibles dépourvues d'équipement numérique, une alternative sera proposée via la mise à disposition d'une tablette tactile, dans le cadre du PackADom. En place depuis trois ans, ce dispositif de La Poste vise à favoriser le maintien à domicile des personnes âgées ou fragiles, en combinant des visites régulières de postiers et des services à domicile. Il permet aux collectivités de renforcer la prévention et le lien social en s'appuyant sur la présence rassurante du facteur.



Identifier les personnes fragiles avec les facteurs



Fin 2025, le centre communal d'action sociale (CCAS) de Saint-James, dans la Manche, a mené une enquête auprès des habitants de plus de 75 ans, avec l'appui de La Poste. Grâce à un questionnaire distribué par les facteurs, le CCAS a recensé leurs besoins afin d'apporter des solutions adaptées. Pour assurer le bon déroulement de cette démarche, la commune avait préalablement adressé un courrier aux 400 seniors concernés afin de les informer de la visite du postier. Au total, 225 personnes ont accepté de répondre au questionnaire et, pour une trentaine d'entre eux, des actions concrètes sont déjà en cours de déploiement, notamment pour lutter contre leur isolement.



POUR EN SAVOIR PLUS
SCANNEZ
LE QR CODE
CI-CONTRE

« Agir maintenant, c'est éviter que les fractures sociales ne s'aggravent »

Présidente déléguée du réseau Pimms Médiation, **Antonia Höög** œuvre au quotidien pour éviter le renoncement aux droits et faciliter la vie de chacun, notamment dans les quartiers prioritaires et en ruralité. À travers son expérience des coopérations territoriales entre associations, entreprises et collectivités, elle décrypte la manière dont ces alliances permettent de répondre aux enjeux des solidarités locales.

MINI-CV

Depuis octobre 2025
Présidente déléguée du réseau Pimms Médiation.
En juin 2025, Keolis succède au groupe La Poste à la présidence du réseau national Pimms Médiation.

Depuis septembre 2022
Directrice RSE du Groupe Keolis.

2018-2022
Directrice Stratégie du Groupe Keolis.

Depuis toujours
Passionnée par les enjeux sociaux et environnementaux.



REFLEXIONS

Pourquoi les solidarités locales sont-elles un enjeu stratégique du mandat municipal ?

Une étude récente⁽¹⁾ montre que les Français ont de moins en moins confiance dans les institutions nationales, mais qu'ils font encore confiance au maire de leur commune. C'est donc là, au niveau de cette maille locale, que l'on peut réparer les fractures sociales et accompagner les personnes vulnérables. La vulnérabilité ne doit surtout pas être perçue comme quelque chose de stigmatisant car nous serons tous vulnérables à un moment de notre vie. Ce qui compte, c'est d'avoir une société qui fait attention à ceux qui traversent un moment difficile, quelle qu'en soit la durée. Dans les actions de notre réseau Pimms Médiation, nous voyons surtout l'impact du vieillissement de la population et la digitalisation de la société, mais la vulnérabilité peut avoir d'autres raisons. Pour les collectivités, agir en faveur des solidarités locales bénéficie aux administrés, à leur bien-être, à leurs interactions sociales et économiques, et donc à l'attractivité du territoire.

En quoi la mobilisation tripartite – associations, entreprises, collectivités – est-elle pertinente pour répondre à ces enjeux ?

Une personne vulnérable l'est rarement à un seul titre. Elle peut cumuler des difficultés numériques, de mobilité, d'accès aux droits, une précarité énergétique... L'association lui consacre une capacité d'écoute et du temps, difficiles à trouver auprès d'une administration, l'accompagne et l'oriente vers le bon acteur local pour répondre à ses besoins. Les entreprises partenaires ont souvent une mission de service public, elles apportent des savoir-faire, des ressources. Et pour la collectivité qui met en œuvre les politiques sociales sur son territoire, l'impact de cette mobilisation tripartite est un levier puissant de cohésion et d'attractivité territoriales.

C'est la complémentarité de ces trois cultures qui fait la force du dispositif et qui est source d'optimisme.

Comment Pimms Médiation parvient à mobiliser concrètement ces acteurs ?

Les 36 associations Pimms Médiation fonctionnent chacune avec une gouvernance locale où siègent élus, entreprises partenaires et acteurs du territoire, pour définir la stratégie et les actions locales de Pimms Médiation. Des médiateurs sociaux interviennent, par exemple, dans des bureaux de poste lors des journées de versement des prestations sociales, moments où les besoins d'accompagnement sont plus intenses. Les médiateurs interviennent en pied d'immeuble, en lien avec les bailleurs sociaux, ou utilisent même des triporteurs électriques pour aller au contact de publics différents, pour les informer des aides existantes et faciliter l'accès aux services publics. Quelque 93% des demandes que nous recevons touchent au numérique, et cette tendance ne fera que s'accroître, surtout avec l'arrivée de l'intelligence artificielle. Agir maintenant, c'est éviter que ces fractures ne s'aggravent.

En quoi le groupe La Poste est-il un acteur à part entière de ces coopérations ?

La Poste est partenaire de Pimms Médiation depuis sa création il y a 30 ans et La Banque Postale l'est depuis 2018 sur l'inclusion bancaire. La Poste a un ADN de service public, comme ses collaborateurs qui ont un socle d'engagement territorial très fort et une vraie culture du service au quotidien. La présence de La Poste partout sur le territoire permet un maillage complémentaire au nôtre. Des passerelles d'emploi permettent aussi à certains médiateurs de rejoindre La Poste, et le groupe fait régulièrement des dons de matériel informatique reconditionné pour équiper nos points d'accueil.



ÉCOUTEZ LE PODCAST
D'ANTONIA HÖÖG « PARLONS
IMPACTS POSITIFS »
EN SCANNANT CE QR CODE

(1) Étude Ipsos-Cevipof-AMF, juillet 2025.